

OÙ EST LA DROITE ?

Frédéric Dabi

04/07/2018

Les Républicains se réunissaient le 30 juin 2018 à Menton pour un conseil national autour de leur leader pour déterminer leur ligne dans la perspective des élections européennes, premier scrutin intermédiaire du quinquennat. Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop, a réalisé pour l'Observatoire de l'opinion de la Fondation une revue d'effectifs d'une droite qui se cherche.

Plus d'un an après son « 21 avril », dans un champ politique totalement bouleversé par la séquence électorale 2017, où gauche et droite ne semblent plus être des repères évidents, où certaines étiquettes sont dévitalisées (Parti socialiste), d'autres sont si récentes qu'elles sont quasi inconnues (Génération.s) alors que d'autres encore veulent feindre une rupture (Rassemblement national), la droite de gouvernement peine à se relever.

Le Tableau de bord Ifop-Fiducial pour *Paris Match* et Sud Radio, où La France insoumise et à un degré moindre l'ancien Front national paraissent incarner l'opposition à Emmanuel Macron de manière plus évidente que Les Républicains (quand bien même cet indicateur enregistre davantage la force tribunicienne des mouvements politiques que leur crédibilité à constituer les alternances de demain), témoigne des difficultés de la droite de gouvernement à faire entendre un message clair auprès des Français. Plus largement, cette situation connue par Les Républicains, et symétriquement sur l'échiquier politique par le Parti socialiste, est plus que jamais révélatrice à la fois de la fin de la bipolarisation du champ politique marquée depuis des décennies par « l'essuie-glace » gauche/droite et de la poursuite du big bang entamé lors de la dernière séquence électorale.

Tableau 1 : Incarnation des « meilleurs opposants », selon le baromètre Ifop-Paris Match

	Juin 2018	Juin 2018 (auprès des sympathisants de ce camp)	Juillet 2018	Juillet 2018 (auprès des sympathisants de ce camp)

	Juin 2018	Juin 2018 (auprès des sympathisants de ce camp)	Juillet 2018	Juillet 2018 (auprès des sympathisants de ce camp)
La France insoumise	42%	86%	40%	86%
Le Front national	25%	78%	22%	67%
Les Républicains	23%	52%	22%	61%
Le Parti socialiste	10%	28%	12%	31%

Le champ idéologique et l'espace politique de la droite n'ont pas disparu

Les dernières intentions de vote réalisées en vue des élections européennes montrent que « la droite » définie au sens large comme tout ce qui se situerait à la droite d'un président se disant toujours « et de gauche, et de droite » est loin d'avoir électoralement disparue. Le total des listes se situant à la gauche d'Emmanuel Macron cumule 29,5% des voix, quand le total des listes situées à la droite de la liste de la majorité présidentielle cumule 47,5% des voix. Si l'on écarte le Rassemblement national, qui obtient 19% des voix, l'espace de la seule droite de gouvernement fait quasiment jeu égal avec l'ensemble des voix de gauche et d'extrême gauche.

La dernière vague d'enquête du baromètre réalisé par l'Ifop sur le libéralisme pour *L'Opinion*, Génération libre et la Fondation Concorde révèle à cet égard que, pas plus qu'il n'y a de disparition électorale de « la droite », il n'y a d'effacement idéologique véritable de celle-ci. Ainsi, parmi les mots et valeurs que les Français déclarent aimer le plus, le champ sémantique traditionnel de la droite domine plutôt celui de la gauche : l'initiative (94% de « j'aime »), le mérite (92%), la responsabilité (92%), l'effort et le travail (89%), ou encore l'entreprise (82%) figurent en tête de classement, bien avant les « services publics », et alors que parmi les mots les moins appréciés par les Français on trouve notamment « l'État-providence » (28%), « la gauche » (35%) ou encore « le socialisme » (39%).

Le baromètre de la transformation Ifop pour NoCom publié dans *Le Journal du dimanche* le 1^{er} juillet

2018 vient en outre confirmer une montée en puissance des angoisses identitaires au sein de la population, ainsi qu'une tentation croissante au repli national. Ainsi, 54% des Français souhaitent, dans les années qui viennent, « un pays qui va soutenir clairement l'objectif de moins d'Europe », soit dix points de plus qu'en juin 2017. Les sympathisants Les Républicains s'inscrivent dans cette tendance au repli national de manière assez nette, à 57% – chiffres qui semblent confirmer la pertinence de la ligne de Laurent Wauquiez sur le sujet, souvent qualifiée d'euroseptique. De plus, 61% des Français et 72% des sympathisants Les Républicains souhaitent un pays qui « accueille moins d'immigrés qu'aujourd'hui », et une courte majorité de Français (52%, soit 17 points de moins qu'en mai 2017) souhaite que « la priorité soit de transformer la France en profondeur pour l'adapter au monde qui change », contre 48% qui jugent que la priorité est « de préserver la France telle qu'elle est pour protéger son identité face au monde qui change ». Sur ce dernier point, les sympathisants Les Républicains penchent majoritairement pour une France qui s'adapte au monde qui change, même si la tentation conservatrice est très forte (54%, contre 46% – une division que l'on retrouve presque dans les mêmes termes au Parti socialiste, alors que les sympathisants La République en marche penchent à 80% pour « l'adaptation » contre la « conservation ».

Une droite dans les murs de LR et une droite « hors les murs »

Pour autant, si « la droite » est loin d'avoir disparu, force est de constater que le parti Les Républicains, à la différence de ses « prédécesseurs » UMP ou RPR-UDF, ne peut plus prétendre avoir le monopole de son incarnation. Ainsi, le suivi de l'indicateur de la proximité politique dans les études réalisées par l'Ifop ces derniers mois indique cruellement que le total des « sympathisants LR » déclarés (personnes se déclarant proches du parti Les Républicains) oscille entre 8 et 10% – soit, selon les vagues d'enquêtes, un étiage équivalent ou à peine supérieur à la proximité pour le Parti socialiste.

Parmi les anciens électeurs traditionnels de la droite, qui ont pu voter aux derniers scrutins présidentiels Nicolas Sarkozy puis François Fillon, un bon nombre se déclare désormais plus proche de La République en marche, ou bien du Rassemblement national. Il existe donc un certain nombre de personnes qui s'inscrivent traditionnellement dans l'espace de la droite, mais qui ne se reconnaissent plus dans la « marque » Les Républicains.

Au-delà de ce peuple de droite hors les murs, la tentation macroniste est manifeste au sein même du parti présidé par Laurent Wauquiez : une majorité des sympathisants Les Républicains, quels que soient les indicateurs sondagiers utilisés, approuvent en effet la politique de l'exécutif, ou du moins affichent une opinion plutôt bienveillante à l'égard du Premier ministre et du président.

Notons d'ailleurs que le Premier ministre, qui n'a jamais renié son identité « d'homme de droite », comme il le déclarait symboliquement le jour même de sa passation de pouvoir face à Bernard Cazeneuve, n'est absolument pas vilipendé comme « traître » par les sympathisants Les Républicains, bien qu'ayant rejoint Emmanuel Macron – un président qui n'était pas originaire de leur famille politique, qui plus est le tombeur de leur candidat François Fillon.

Tableau : nombre de sympathisants LR déclarés, évolution septembre 2016 – juillet 2018

Question : « De laquelle des formations politiques suivantes vous sentez-vous le plus proche ou, disons, le moins éloigné? »

	Sept.-oct 2016	Mai 2018	Juillet 2018
LO/NPA	3%	2%	3%
Front de gauche / FI	12%	15%	13%
Parti socialiste	13%	6%	8%
EE-Les Verts	8%	5%	6%
MoDem	6%	3%	3%
LREM	-	25%	20%
UDI	4%	2%	1,5%
Les Républicains	18%	8%	10%
Debout la France	4%	6%	5%
Front national	15%	13%	12%
Sans sympathie	17%	13%	18%

Un parti Les Républicains enclavé entre RN et LREM

Conséquence de cette fuite d'une partie de la droite en dehors des murs du parti Les Républicains, celui-ci voit son espace politique extraordinairement rétréci, entre les assauts d'un président qui assume son libéralisme économique comme sa fermeté en matière régaliennne et ceux d'un Rassemblement national qui, malgré les difficultés de sa présidente à réaffirmer son leadership, regagner en présidentialité et dicter l'agenda médiatique, est loin de s'être effondré. Le phénomène du casse-noisette, théorisé par Jean-Luc Mélenchon pour caractériser l'asphyxie d'un PS, pris en tenaille entre La République en marche et La France insoumise, s'applique de la même manière à LR, écrasé entre le parti présidentiel et l'ex-Front national.

D'un côté, en dépit du trou d'air connu par l'exécutif dans les enquêtes de popularité, la disruption macronienne continue à jouer à plein. Non seulement le président n'a pas été rattrapé par l'étiquette de « Emmanuel Hollande » que François Fillon avait tenté de coller au candidat Macron pendant la campagne, mais une part majoritaire des sympathisants LR se retrouve dans la politique économique et les réformes libérales menées par le couple exécutif. S'agissant par exemple de la SNCF, le souhait que le gouvernement aille au bout de sa réforme est soutenu, semaines après semaines par près de 80% des sympathisants LR ; le pronostic selon lequel le gouvernement ne lâchera pas est exprimé parallèlement près de 90% d'entre eux. De la même manière, une nette majorité de sympathisants LR (68%) soutenait la réforme du code du travail, première grande réforme du quinquennat.

Et ce d'autant plus que, pour le moment, Laurent Wauquiez et la « nouvelle génération » qu'il tente de faire émerger autour de lui ne sont pas parvenus à s'affranchir totalement du bilan de leurs prédécesseurs et de l'inventaire des échecs lors des deux derniers scrutins présidentiels. Ainsi, l'argument selon lequel la droite de gouvernement n'a « jamais eu le courage de faire les réformes quand elle était au pouvoir » continue à porter auprès de l'électorat de droite.

Parallèlement à cette pression constante exercée par la gauche, on note que le FN-RN garde un primat et une crédibilité supérieure à LR sur les questions identitaires. L'OPA tentée par Laurent Wauquiez sur des sujets régaliens et identitaires qu'il estime être le talon d'Achille du président peine, à ce stade, à se traduire par des transferts massifs d'électeurs LREM vers LR, ou RN vers LR. Ainsi, selon la dernière intention de vote pour les élections européennes réalisée par l'Ifop, 76% des électeurs de Marine Le Pen en 2017 voteraient à nouveau pour une liste RN (alors que LR ne garderait que 55% des voix de François Fillon), et LR ne capte que 7% de ces électeurs FN du

premier tour présidentiel 2017.

Tableau d'intentions de vote pour les élections européennes Ifop pour Sud Radio et CNews

	Liste LREM	Liste Agir et UDI	Liste LR	Liste Debout la France	Liste FN	Liste des Patriotes
Électeurs de F. Fillon 2017	20%	7%	55%	6%	3%	1%
Vote UMP Européennes 2014	23%	5%	58%	5%	6%	-

Ce rétrécissement de l'espace et cette difficulté à se définir portent en germes trois risques

Tout d'abord, en focalisant son discours sur les questions sociétales, identitaires, migratoires, Laurent Wauquiez tourne largement le dos au programme libéral de LR qui, rappelons-le, avait permis à François Fillon de réaliser un score « honorable » le 23 avril 2017, compte tenu du brouillage de sa campagne par les affaires.

Dans ce cadre, le président des Républicains se prive d'un élément fondamental de différenciation avec les électeurs FN. En effet, de nombreuses enquêtes ont montré, au-delà des convergences entre des électors LR et frontistes, « en fusion » sur les questions liées à l'immigration, la sécurité ou l'identité, de réelles divergences d'appréciation et d'attentes s'agissant d'enjeux socio-économiques comme la dette, la place de l'entreprise ou la réforme des retraites.

Enfin, par cette stratégie, Laurent Wauquiez prend le risque de décevoir une bonne partie des sympathisants de droite, qui semblent attachés à la fibre libérale de leur famille politique. En effet, interrogés en mai dernier sur la manière dont la droite devrait avant tout se définir, les sympathisants de droite répondaient avant tout « libérale » (27%, et même 33% des électeurs de

premier tour de François Fillon). Ce terme dominait « gaulliste » (25% – mais ce vocable tellement récupéré et détourné a largement perdu de sa substance pour devenir une forme de mot-valise) et « patriote » (18%). Notons que le terme « centriste » n'est à leurs yeux pas aussi infamant que Laurent Wauquiez semble le sous-entendre lorsqu'il répète qu'il veut incarner une « vraie droite », « vraiment de droite »... : en effet, 10% des sympathisants de droite souhaiteraient qu'elle se définisse comme « centriste », soit davantage que « conservatrice » (8%) ou « souverainiste » (5%).

Tableau : Manières dont la droite devrait se définir

	Sympathisants de droite	Électeurs F. Fillon 2017	Sympathisants LR
Libérale	27	33	30
Patriote	18	14	11
Gaulliste	25	23	33
Conservatrice	8	8	9
Centriste	10	14	10
Souverainiste	5	3	1
Frontiste	2	1	2

On note ici, dans la manière dont la droite aspire spontanément à se définir, un contrepied total avec l'accent mis sur les sujets identitaires ces derniers temps par LR. À ce titre, la polémique née au sein de la famille des Républicain sur le tract « Pour que la France reste la France » n'est pas simplement une querelle d'égos et de personnalités, mais reflète bien des divergences de priorités et d'appréciation à l'œuvre à la base.

En outre, lorsqu'on interroge les sympathisants Républicains sur la politique actuellement menée, ce n'est pas la critique d'un excès de libéralisme qui domine, mais bien une aspiration à aller plus loin dans cette voie. Ainsi, 41% des sympathisants LR jugent la politique menée « pas assez

libérale », contre 20% « trop », et 39% « libérale comme il faut ». Une majorité relative de sympathisants de droite estime, par exemple, que l'État devrait intervenir moins dans l'économie (42%), contre 22% qui pensent qu'il devrait intervenir autant qu'il le fait déjà, et 36% davantage qu'il ne le fait aujourd'hui. 57% des sympathisants de droite estiment par ailleurs l'État trop protecteur en matière sociale – dont 61% des sympathisants LR. Les sympathisants FN se distinguent sur ce point de manière claire, puisque 48% jugent l'État « pas assez protecteur » en matière sociale.

Ce positionnement privilégiant l'identitaire et tournant le dos à la doctrine économique libérale portée par François Fillon lors de la primaire puis pendant sa campagne comporte en outre le risque, pour LR, de contribuer à crédibiliser un retour de Marion Maréchal qui peut apparaître comme un « trait d'union » ou celle qui fera la synthèse LR/RN. Elle pourrait non seulement se réclamer du RN pour la crédibilité qui lui est accordée sur les sujets régaliens et migratoires, mais elle pourrait même s'avérer mieux placée que Laurent Wauquiez lui-même pour s'inscrire dans l'héritage libéral du fillonisme. En effet, interrogés sur « qui incarne le mieux les idées libérales », les Français placent Marion Maréchal (10%) légèrement devant Bruno Le Maire, Marine Le Pen, Laurent Wauquiez (9%).

Tableau : Balises Ifop Fiducial pour CNews et Sud Radio, 30-31 mai 2018

Souhait de voir Marion Maréchal revenir dans la vie politique

	Souhait de retour de M. Maréchal en politique
Ensemble des Français	31%
Sympathisants LR	48%
Sympathisants Debout la France	68%
Sympathisants FN	82%

Enfin, troisième et dernier risque de la stratégie adoptée par le leader du parti Les Républicains, son positionnement ouvre potentiellement un espace pour une alternative à Laurent Wauquiez au sein même de la famille politique de la droite, dont pourraient bénéficier des personnalités jugées moins droitières comme Valérie Pécresse ou Xavier Bertrand – des personnalités aujourd'hui

perçues comme trop proches du positionnement politique initial d'Emmanuel Macron, au centre du jeu politique, pour compter face à un exécutif fort. Mais l'un et/ou l'autre pourraient, si la déception venait à l'emporter vis-à-vis du président – déception dont on voit les premiers signes, chez les sympathisants de droite, dans le baromètre Ifop-Fiducial pour *Paris Match* de juillet –, se trouver idéalement positionnés pour reprendre le flambeau du macronisme, tout en rassemblant leur famille politique d'origine.

Tableau : « Parmi les personnalités politiques françaises actuellement au gouvernement ou dans l'opposition, laquelle incarne le mieux, selon vous, les idées libérales ? En premier ? En deuxième ? En troisième ? »

(Total des citations)

	Rappel avril 2016	Ensemble 30-31 mai 2018
Emmanuel Macron	35	29
Édouard Philippe	Non posé	19
Alain Juppé	23	14
Christine Lagarde	17	13
Marion Maréchal-Le Pen	Non posé	10
Bruno Le Maire	15	10
Marine Le Pen	13	9
Laurent Wauquiez	7	9
Xavier Bertrand	6	8
Manuel Valls	13	6
Valérie Pécresse	Non posé	6

Quelle incarnation pour la droite ? Un jeu qui reste très ouvert

Alors qu'un tiers des Français ne parviennent plus à définir ce qu'est « être de droite », il y a fort à parier qu'à l'image d'un Jean-Luc Mélenchon ou d'un Emmanuel Macron, qui ont construit leur offre politique et bâti leur espace par la force de leur incarnation, ce soit à travers une incarnation forte que l'offre politique de droite parviendra demain à se renouveler et à fédérer autour d'elle.

Il est donc d'autant plus important, au-delà de l'examen des discours, des logiciels idéologiques ou de l'image des partis, d'examiner avec attention la manière dont les principales personnalités qui gravitent dans le champ de la droite se positionnent, et surtout la manière dont leur positionnement est perçu. C'est l'objet des questions posées par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et *Le Figaro* : elles consistent, pour chaque personnalité, à demander aux Français de les positionner sur une échelle de 0 à 10, où 0 serait la position la plus à gauche, et 10 la position la plus à droite.

Laurent Wauquiez, nous l'avons vu, a commencé à dessiner les contours du logiciel qu'il aspire à incarner. Ce positionnement que de nombreux médias qualifient de « droitier » – préemptant les questions identitaires et régaliennes, mais semblant mettre au second plan sinon abandonner le cœur du logiciel libéral de François Fillon – est-il perçu comme tel par les Français ? Invités à le placer sur une échelle de 0 à 10, où 10 serait la position la plus à droite, les Français le placent en moyenne à 5,5. Soit exactement au même endroit que... le président de la République, et à la gauche de Nicolas Dupont-Aignan (5,7), Marion Maréchal (6,5) et Marine Le Pen (6,7). Tout se passe comme si le mouvement de décomposition/recomposition avait détraqué le mécanisme par lequel la radicalité des prises de position exprimées se traduisaient autrefois automatiquement, dans la tête des Français, par un glissement vers les extrêmes du spectre politique.

Pour autant, observe-t-on au passage que chez les sympathisants LR, la note accordée à Laurent Wauquiez (6,9) est plus proche de celle de Marine Le Pen et Marion Maréchal (7,2 et 7,3) que celle accordée à Valérie Pécresse et Xavier Bertrand (5,8 et 6), pourtant appartenant ou ayant appartenu aux Républicains. Cette situation inédite s'agissant des leaders de la droite de gouvernement maximise deux des trois risques précédemment évoquées sur le positionnement privilégié par Laurent Wauquiez (retour de Marion Maréchal, ouverture d'une alternative au sein de LR).

En outre, par rapport à un Emmanuel Macron, à une Marine Le Pen, une Marion Maréchal, ou même à un Nicolas Dupont-Aignan, Laurent Wauquiez souffre encore en partie d'un déficit de notoriété. Celui-ci peut expliquer en partie le fait qu'en dépit de prises de position ou de propositions censées donner à voir une droite qui n'a plus honte d'elle-même, il ne soit pas perçu comme « très à droite »

par les Français. Cela peut en outre lui permettre de conserver des marges de manœuvre : si sa notoriété est désormais bien établie à droite (96% des sympathisants de droite le connaissent), il reste inconnu de 20% des sympathisants FN – ceux-là même qu’il aspire à ramener dans le giron des Républicains.

Question: Vous personnellement, connaissez-vous chacune des personnalités suivantes, ne serait-ce que nom ?

	Oui	Non	TOTAL
	(%)	(%)	(%)
• Emmanuel Macron	96	4	100
• Marine Le Pen	95	5	100
• Marion Maréchal	91	9	100
• Nicolas Dupont-Aignan	87	13	100
• Laurent Wauquiez	82	18	100
• Xavier Bertrand	80	20	100
• Valérie Pécresse	80	20	100

Si la radicalité et la force des positions prises sur certains sujets ne semblent pas se traduire par un excès de droitisation perçu de Laurent Wauquiez à ce stade, il n’en reste pas moins que la modération reste associée à un positionnement central. La perception des positionnements de Xavier Bertrand – qui a su, au cours des derniers mois, envoyer des signaux « sociaux » que l’on aurait autrefois associés au centre, voire au centre gauche – et de Valérie Pécresse illustre cela : les deux sont placés presque exactement au centre du jeu politique par les Français (à 5,1), soit à la gauche du président de la République.

Notons que tous deux restent méconnus de 20% des Français, ce qui leur offre des perspectives d’évolution ou de progression, même si leur notoriété à droite semble bien établie (5% des électeurs de François Fillon ne connaissent pas Valérie Pécresse, et 3% ne connaissent pas Xavier Bertrand).

Enfin, le cas de Marion Maréchal, dont l’actualité récente a révélé à quel point elle faisait l’objet

d'une fascination médiatique ne se démentant pas malgré sa « retraite politique », mérite que l'on s'y attarde. Incarnant mieux que Laurent Wauquiez les valeurs du libéralisme, comme nous l'avons évoqué plus haut, elle suscite un intérêt évident auprès des sympathisants LR. Positionnée nettement à droite (à 6,5, soit un point plus à droite que Laurent Wauquiez), elle semble un peu moins assimilée à une position « extrême » que sa tante, alors même qu'elle paraît assumer certains éléments de son héritage politique plus ouvertement que cette dernière.

Ainsi, alors que 41% des Français attribuent à Marine Le Pen une note de 10, c'est-à-dire la placent à l'extrême droite, cette proportion n'est que de 35% s'agissant de la nièce de la présidente du Front national. Le choix de ne plus afficher le nom de « Le Pen » et de prendre ses distances avec l'ex-Front national à travers son silence médiatique permettra sans doute d'accompagner une forme de respectabilisation et de recentralisation. En outre, il est intéressant de relever que les électeurs de François Fillon sont 70% à positionner Marion Maréchal à droite, dont seulement la moitié la placent à l'extrême droite – signe qu'ils reconnaissent qu'elle gravite dans un espace politique semblable au leur.

Conclusion

L'observation de ces résultats permet de nuancer les tendances dessinées par les autres indicateurs examinés plus haut et tend à indiquer que, dans la perspective de sa reconstruction, le jeu à droite est sans doute bien plus ouvert qu'il ne paraît l'être à première vue.

D'abord, parce que s'agissant du positionnement « droitier » de Laurent Wauquiez, les perceptions semblent beaucoup moins figées qu'il n'y paraît. Ensuite, parce que Marion Maréchal semble receler un potentiel politique « formidable » à droite, si elle décidait de revenir en politique dans la mesure où elle pourrait constituer sur le plan programmatique la synthèse entre sympathisants LR et proches de Rassemblement national.

Enfin, bien qu'ayant un positionnement plus difficile à identifier, Valérie Pécresse et Xavier Bertrand se situent dans l'espace politique de l'« extrême centre », qui fut celui sur lequel Emmanuel Macron s'est appuyé dans sa démarche lors de la dernière élection présidentielle. Dans ce cadre, rien ne leur est interdit, mais c'est sans doute Emmanuel Macron qui détient la clé de leur avenir, s'ils persistaient dans leur positionnement politique actuel.

Question: Sur une échelle qui va de la gauche à la droite, où 0 est la position la plus à gauche et 10 la position la plus à droite, vous personnellement, où situeriez-vous chacune des personnalités suivantes ?

	Ensemble (%)
• Marine Le Pen	6.7
• Marion Maréchal	6.5
• Nicolas Dupont-Aignan	5.7
• Laurent Wauquiez	5.5
• Emmanuel Macron	5.5
• Xavier Bertrand	5.1
• Valérie Pécresse	5.1
TOTAL	100